



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 876

Texte de la question

SITUATION À GAZA

Mme la présidente . La parole est à Mme Claire Lejeune.

Mme Claire Lejeune . Ma question s'adresse à M. le premier ministre. Que vaut encore la voix de la France après tant de trahisons, tant de lâchetés, tant de petites faces à la plaie la plus immense, la plus béante de ce siècle ? Que vaut la voix de la France lorsqu'elle se tait face à l'enfer de Gaza, face au génocide et au beau milieu des clameurs des peuples du monde entier, unis en un seul pour demander la liberté, la justice, la paix ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS. – Mme Karine Lebon applaudit également.)*

Le 9 avril, le président annonçait une conférence pour acter enfin la reconnaissance de l'État de Palestine. Il n'a pas fallu deux mois pour qu'il recule, se défile face à l'histoire et renferme ainsi notre pays dans l'ombre des génocidaires et des criminels de guerre.

Voici vos actes : vous refusez de reconnaître l'État palestinien au moment où son peuple en a urgemment besoin ; vous laissez Netanyahu traverser plusieurs fois notre espace aérien sans qu'il se passe rien ; des députés de votre pseudo-majorité votent contre la suspension de l'accord entre l'Union européenne et Israël et même contre le respect des mandats d'arrêts de la Cour pénale internationale à l'encontre de Netanyahu et Gallant.

Voici la réalité : vos mots sont comme des confettis éparpillés aux quatre vents dès que vous les lâchez. Éparpillés au milieu d'un génocide vu par le monde entier. Éparpillés au milieu des rafales de balles israéliennes qui, elles, sifflent et tuent tous les jours, sans cesse et sans pitié. Elles tuent des enfants qui font la queue dans la cohue pour un quignon de pain, lors de distributions plus meurtrières qu'humanitaires. Elles tuent des pères et des mères pris au piège sur leur propre terre par des génocidaires.

Voilà ce que vous permettez par vos mots vides, par vos actes cupides : l'impunité de l'État d'Israël, celle d'un régime d'extrême droite qui massacre un peuple, vole et colonise des terres, viole le droit international, agresse ses voisins – et le fait avec le consentement d'une poignée de dirigeants, dont les ministres de ce gouvernement.

Ma question est toujours la même : que fera la France pour briser l'impunité et imposer enfin la paix ? *(Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – Plusieurs députés du groupe EcoS ainsi que M. Marcellin Nadeau applaudissent également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de

l'étranger.

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger* .
Contrairement aux multiples contre-vérités que vous venez, une nouvelle fois, d'énoncer (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*),...

M. Patrick Hetzel . Très juste !

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*non seulement la position de la France n'a pas varié mais je vous mets au défi de citer d'autres pays occidentaux qui ont été, autant que nous, à l'initiative (*Mêmes mouvements*)
...

Plusieurs députés du groupe LFI-NFP . L'Espagne !

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*à la fois pour soutenir l'aide humanitaire et pour s'engager très clairement en faveur d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, mais aussi d'une solution de paix durable et à long terme.

Vous avez raison, la situation est dramatique, insoutenable. Gaza est un véritable cimetière à ciel ouvert. Vous avez raison, toute entrave à l'aide humanitaire est scandaleuse, totalement inadmissible et il est absolument indigne que plus de 500 personnes aient perdu la vie depuis un an. Nous pouvons nous rejoindre sur ce constat.

Cependant, la solution ne se trouve pas dans vos déclarations, encore moins dans vos mensonges,...

M. Pierre-Yves Cadalen . Quels mensonges ? Donnez des exemples au lieu de dire n'importe quoi !

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*mais d'abord dans un cessez-le-feu. Et si c'est une initiative américaine qui doit permettre ce cessez-le-feu, vous devriez la soutenir avec nous.

Pour vous répondre très concrètement, la reconnaissance de l'État de Palestine figure toujours à l'agenda de la France. (« Ah ! » et exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme Mathilde Panot . Quand le reconnaîtrez-vous ?

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué* . Nous avons toujours l'ambition de faire reconnaître l'État de Palestine, sous l'égide des Nations unies, à New York, et avec l'Arabie saoudite,...

Mme Danielle Simonnet . Mais quand donc la France le reconnaîtra-t-elle ?

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*car nous considérons que la solution à deux États est la seule qui permettra d'aboutir à une paix durable. Cela suppose donc la reconnaissance de l'État de Palestine...

Mme Danielle Simonnet . Quand ?

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*et l'intégration de l'État d'Israël au Moyen-Orient.

Nous n'avons jamais – nous – varié ni instrumentalisé le conflit à des fins politiciennes. Nous avons toujours été en faveur de la paix, d'un cessez-le-feu et de la reconnaissance de l'État de Palestine, dans des conditions acceptables collectivement et qui rendront enfin possible une paix durable et pérenne dans cette région. Ce ne sera pas grâce à vous. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Mathilde Panot . Quelle honte !

Données clés

Auteur : [M. Olivier Fayssat](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 876

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Ministère attributaire : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juillet 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 juillet 2025